



Le convivialisme vu de Turquie

Ahmet Insel

DANS **REVUE DU MAUSS** 2014/1 n° 43 , PAGES 262 À 268
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1247-4819

ISBN 9782707178916

DOI 10.3917/rdm.043.0262

Date de mise en ligne : 12/06/2014

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-du-mauss-2014-1-page-262?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le convivialisme vu de Turquie

Ahmet Insel

De plus en plus, l'écart se creuse entre les citoyens et les dirigeants. Les expressions les plus extrêmes de cet écart se voient dans des pays qui ont des régimes qui mélangent pratiques autoritaires et institutions s'apparentant à une démocratie. Des manifestations massives et têtues contre les gouvernements sont devenues courantes ces derniers temps, notamment dans des pays où règnent des démocraties autoritaires. Il s'agit d'un phénomène de ras-le-bol citoyen et il est loin d'être spécifique à ces régimes hybrides. Dans un pays comme le Brésil, qui a pu sortir progressivement, par des voies démocratiques, d'un long épisode de dictature et d'autoritarisme et qui a pu mettre en œuvre un programme ambitieux de lutte contre les inégalités dans une des sociétés les plus inégalitaires du monde, on retrouvait, dans les manifestations de l'été 2013, l'expression d'un ras-le-bol similaire vis-à-vis des dirigeants, élus dans des élections démocratiques peu contestables, mais qui épuisent rapidement leur légitimité issue des urnes à cause de ce sentiment de fracture que ressent le peuple avec ses gouvernants. Ces derniers ont du mal à comprendre d'où provient cet effondrement inattendu de leur légitimité. Dans un billet paru dans *Libération*, nous exprimions ce constat :

« Le plus étonnant mais aussi le plus révélateur dans les énormes manifestations qui secouent le Brésil ou la Turquie actuellement, c'est l'étonnement des pouvoirs en place, qu'ils soient de droite ou de gauche. Comme l'avoue Gilberto Carvalho, le chef de cabinet de la présidente du Brésil, Dilma Rousseff : "Le gouvernement n'arrive pas

à comprendre ce qui se passe”. De même, en Turquie, Recep Tayyip Erdogan ne sait pas voir, ou ne veut pas voir, dans les soulèvements de la jeunesse urbaine, autre chose que le résultat d’un complot de l’étranger. (...) Plus spécifiquement, la passion mobilisatrice, celle qui pousse à descendre dans la rue, parfois au péril de sa vie, c’est un profond sentiment d’injustice, une colère contre l’arrogance du pouvoir, et l’indignation face à une corruption endémique¹. »

Les manifestations contre la corruption et l’autoritarisme du pouvoir (élu) en Ukraine qui se sont transformées en une insurrection, les protestations contre la corruption et l’incompétence des gouvernants qui éclatent de plus en plus fréquemment par exemple dans les Balkans, notamment en Bosnie aujourd’hui, en Bulgarie depuis plus d’un an, et peut-être en Serbie bientôt, témoignent de cet écart devenu insupportable.

Au cœur des démocraties occidentales aussi, un ras-le-bol citoyen gronde dans les profondeurs de la société. Il s’exprime souvent par l’absentéisme électoral qui renforce le poids des extrêmes droites sur l’échiquier politique et par un malaise démocratique. Ce malaise, tel qu’on le constate en Europe, provient du sentiment largement partagé selon lequel les principales institutions démocratiques tournent plutôt à vide. Des institutions s’empilent au fil des « réformes », augmentant l’opacité des processus de prise de décision et rendant les citoyens de plus en plus étrangers au politique et de plus en plus frustrés de l’être. Nous nous trouvons face à un malaise démocratique généralisé dont les expressions sont différentes dans les pays considérés comme des démocraties dites consolidées et des pays où les régimes politiques sont à mi-chemin entre la dictature et la démocratie. Dans ce second groupe, l’origine du malaise est bien sûr différente des pays du premier groupe. Elle provient surtout de la défaillance persistante des institutions démocratiques et du déficit de démocratie dans les pratiques sociales et politiques. Mais, dans l’ensemble, nous vivons la crise d’une conception et d’une organisation particulières de la démocratie qui ont émergé essentiellement au milieu des années 1950 avec les Trente Glorieuses et qui sont devenues hégémoniques vers la fin du siècle dernier avec l’effondrement de l’URSS. Il s’agit

1. « Brésil, Turquie... Vers le convivialisme ? », par Alain Caillé, Christophe Fourel, Ahmet Insel, Paulo Henrique Martins, Gus Massiah, Patrick Viveret, *Libération*, 30 juin 2013.

d'une démocratie qui repose sur la dynamique d'une croissance forte et sur l'attente d'une croissance illimitée². Aujourd'hui, les *establishments* politiques et économiques du capitalisme mondialisé s'efforcent de perpétuer cette attente de croissance, un peu comme on attend Godot, afin de reproduire les hiérarchies, les inégalités et de poursuivre l'accumulation dans le cadre du capitalisme patrimonial dans le Nord et d'un capitalisme sauvage dans le Sud. Mais le malaise démocratique augmente au fur et à mesure que le décalage se creuse entre l'attente de croissance et sa réalité.

Le convivialisme comme projet politique et social peut être une réponse à ce malaise généralisé dans une perspective de régénération de la démocratie par sa dissociation avec l'attente de croissance illimitée. Bien plus que contre les autoritarismes, c'est probablement contre le malaise démocratique ambiant dans le Nord ou en Occident que le convivialisme pourrait fournir les bases d'une réponse politique globale afin de sauver les valeurs démocratiques et de réintroduire un nouvel humanisme qui ne soit pas celui de l'homme égoïste et calculateur. Il faut reconnaître que, dans les pays où règne une dictature ou dans ceux gouvernés par des pouvoirs autoritaires, l'urgence de l'agenda de démocratisation pousse en arrière-plan les interrogations sur « comment vivre dans et par la démocratie ? » et sur un possible avenir convivialiste. Malgré cette difficulté d'ordre plutôt pratique, pour pouvoir l'inscrire au premier plan des attentes sociales et dans le débat politique dans ces pays, il ne faut pas sous-estimer le fait que le convivialisme dispose d'éléments de réponse aux interrogations immédiates sur les conditions d'un vivre-ensemble dans la paix et la solidarité. En ce sens, le convivialisme est porteur de réponses possibles à une perte généralisée de civilité et à l'effondrement de l'utopie d'un vivre-ensemble meilleur dans la modernité tardive.

Mais la réalisation de cette potentialité inhérente au projet convivialiste passe par plusieurs conditions. La plus importante me semble être la nécessité de ne pas s'enfermer dans une posture purement négative, frisant le nihilisme et consistant à s'opposer à tous les projets qui bousculent les habitudes, modifient certains des avantages acquis (qui sont aussi parfois des exclusions pour d'autres), ou changent inévitablement les paysages urbains ou

2. Alain Caillé, *Pour un manifeste du convivialisme*, Le Bord de l'eau, 2011.

ruraux. Sans vouloir caricaturer les motivations de ce réflexe qui prône facilement un « Non, nous ne voulons pas ! » opposé à tous les projets de changement, il convient de souligner qu'il s'assimile parfois, et de plus en plus souvent, à un conservatisme spontané, irréfléchi. Cette réaction qui s'apparente à un conservatisme épidermique semble être alimentée par la perte de confiance en la capacité des dirigeants élus à réaliser des actions réellement utiles pour la collectivité, à répondre aux problèmes de fond des citoyens. Dans ce sens, ce conservatisme spontané qui caractérise plutôt les courants de gauche s'inscrit dans le cadre du malaise démocratique partagé par les citoyens de tout bord politique. Il est l'expression d'une frustration chronique, d'un sentiment de ne plus compter-que-pour-du-beurre, et d'une perte de confiance dans les capacités des dirigeants à œuvrer pour le bien commun. Cette perte de confiance dans la classe politique cache en réalité une perte de confiance de la société en elle-même, en ses propres capacités à entreprendre des changements à même de répondre aux problèmes du temps présent sans pour autant en créer d'autres bien plus graves. C'est pourquoi l'étendard du convivialisme devrait être, me semble-t-il, le rétablissement de la confiance de la société en ses propres capacités à entreprendre le changement.

La posture du « non à tout » est parfois caricaturalement présente dans les mouvements de défense de l'environnement. En Turquie, par exemple, dans le mouvement vert-gauche dans lequel je milite, il arrive parfois de voir défendre simultanément le refus de l'énergie nucléaire, de l'énergie thermique par le charbon ou par le gaz naturel, de l'énergie hydraulique – que ce soit par la construction de grands barrages ou par la succession de plusieurs petits barrages –, de l'énergie éolienne qui défigure les paysages, perturbe les oiseaux migrateurs et crée des ondes néfastes pour les humains et les animaux, etc. On doit certes défendre les économies d'énergie, mais dans un pays dont la consommation d'énergie par habitant n'est pas si élevée que cela, défendre un programme exclusivement sur la base des économies d'énergie et du solaire n'apparaît pas très mobilisateur, ni socialement ni politiquement. Or pour le moment, c'est encore le cas de la très grande majorité de l'humanité. D'où la nécessité urgente de moduler le projet convivaliste selon chaque société et de ne pas jeter l'opprobre immédiatement sur chaque réalisation, sur chaque projet qui ne

réponde pas aux canons de l'impératif écologique ou de l'impératif démocratique. Le puritanisme convivialiste ou écologique ne saurait poser moins de problèmes que d'autres puritanismes.

À cette posture du « non » viennent s'ajouter les assertions dogmatiques de certains des experts de la contre-expertise. Sans doute pour ébranler l'hégémonie de la pensée unique et dogmatique, les constats et les prévisions formulés par les « opposants au système » sont souvent marqués du même sceau de l'assurance dogmatique. Du coup, au nom de la nécessité d'une rupture totale ici et maintenant, on rend plus difficile de penser concrètement la rupture possible. Les experts « anti » permettent sûrement aux non-experts de mettre en question la fallace de l'absence d'alternative (TINA³) entretenue par ceux qui sont installés au pouvoir, mais ils reproduisent par leur dogmatisme « anti » les mêmes structures aliénantes du pouvoir qui détournent les gens du politique. Surtout quand ces experts ajoutent au dogmatisme une posture de prophètes de la catastrophe. Si les sociétés se mobilisent, plutôt rarement, devant les catastrophes, elles ne se mobilisent jamais derrière des discours catastrophistes. Il faut que le convivialisme puisse formuler un désir d'avenir en tenant compte du fait que le catastrophisme, même éclairé, a plutôt pour effet d'inhiber la mobilisation sociale.

On sait aussi qu'une société ne se mobilise pas pour la croissance du PIB mais sur les fruits attendus de cette croissance sous forme de biens et de services. Si la croissance économique n'est pas mobilisatrice pour elle-même, la décroissance du PIB l'est encore moins en termes politiques. Il est vrai que le discours de la décroissance n'exprime pas un projet de croissance négative. Il essaye d'exprimer à travers ce concept négatif une autre conception d'organisation globale de la société, mais sa négativité, si elle a les vertus d'un discours choc soulignant clairement les clivages et les impasses, a tendance à tomber parfois dans les travers de l'autosatisfaction propre à la dénonciation nihiliste. Il faut, comme Serge Latouche le souligne justement, que la dimension sereine de la décroissance soit beaucoup plus mise en avant. Cela nécessite de mettre davantage en sourdine le catastrophisme et la fatalité du mal. En effet, la décroissance ne doit pas s'enfermer dans une

3. *There is no alternative*, slogan attribué à Margaret Thatcher (en français : Il n'y a pas d'autre choix). (Ndlr.)

contre-expertise technique, elle doit être un projet politique au sens fort du terme, un projet « de la construction, au Nord comme au Sud, de sociétés conviviales autonomes et économes⁴ ». Mais si on ne se soucie pas de son inscription dans un « programme au sens électoral du terme », comme le propose Latouche, ne risque-t-on pas de tomber dans la posture d'un nouvel autoritarisme de la frugalité ? En tout cas d'être perçu comme tel par les couches populaires au Nord comme au Sud. Il ne s'agit pas, en effet, de prôner l'inscription du convivialisme dans le répertoire de la politique politicienne pour en faire un nouveau « truc » à la mode, dans la même veine que la bonne gouvernance, l'*accountability*, le consumérisme vert/bio, etc., ni de prôner, à l'inverse, une administration des choses par « ceux qui savent ». Mais, même si sa motivation première est de réduire l'écart entre les gouvernants et les gouvernés, la volonté d'échapper aux travers de la politique politicienne, en abandonnant le terrain de la politique, risque d'aggraver encore plus cet écart.

Le désir d'égalité et de liberté fait intrinsèquement partie du projet convivialiste. Cela impose de réfléchir assez rapidement au moins sur les modalités d'une remise en cause des inégalités existantes, sans mettre en péril l'idéal de vivre-ensemble dans la paix et la civilité. Quelques expériences du xx^e siècle nous ont montré clairement comment un égalitarisme radical pourrait devenir liberticide et créer les conditions de nouvelles inégalités. Mais, en même temps, sans un projet portant l'étendard de l'égalité, il est presque impossible de signifier une vraie rupture avec les sociétés dans lesquelles nous vivons. La remise en cause des hiérarchies sociales, notamment des hiérarchies autoinstituées produites par la modernité qui s'ajoutent aux hiérarchies léguées par les traditions ; la remise en cause de la transmission des inégalités d'une génération à l'autre, des écarts de revenus qui se creusent depuis une trentaine d'années dans la plupart des pays... voilà quelques-unes des cibles à abattre qui sont incontournables pour concevoir une rupture significative avec le TINA. Si on doit réclamer la sobriété pour que la planète continue à être accueillante aux vivants, il faut que celle-ci commence d'abord par une limitation des excès les plus excessifs. Une délégitimation simplement symbolique de l'excès –

4. Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, Paris, 2007, p. 55.

de revenu, de richesse, de consommation, de pouvoir — ne saurait suffire pour bâtir l'alternative. Si l'on pense que désormais il est inévitable de fonder la démocratie sur autre chose que l'attente d'une croissance illimitée et sur les ruissellements d'une croissance soutenue et relativement forte, il devient encore plus impératif de penser et de proposer des mesures redistributives touchant avec beaucoup plus d'audace les inégalités de revenus, de patrimoine et d'héritage ; des politiques de discrimination positive plus accentuées visant les catégories sociales défavorisées et remettant en cause l'hypocrisie actuelle du fonctionnement de l'élitisme républicain ; des mesures de solidarité et de partage qui revalorisent la gratuité et le don ; ... sans oublier la remise en cause de la dérive sécuritaire des États, y compris ceux qui sont donnés comme exemple de démocratie avancée. N'oublions pas qu'un des ressorts le plus efficace du néolibéralisme pour reproduire son hégémonie est d'abord d'aggraver le sentiment d'insécurité chez chacun afin de transformer la demande de sécurité en un vecteur moteur de l'extension du marché et de l'État. La prise de conscience de la fin de la croissance pourrait aussi créer chez les possédants un besoin plus grand de l'État sécuritaire. Dans ce sens, le discours catastrophiste pourrait être instrumentalisé par le néolibéralisme et par les autoritarismes post-démocratiques.

Le convivialisme ne pourra être une utopie émancipatrice et régénérer l'idéal démocratique que s'il ne se réclame pas d'une nécessité qui s'impose aux humains par la force des choses, mais se présente comme l'expression d'un authentique désir d'avenir pluriel librement choisi.